Faites-moi lire, SVP !

PB-PP | BC 1757
BELGIE(N) - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »
(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles
n° 244 – Avril 2021

Histoire

L'armée belge des partisans armés

Déraillements

Garage ou chantier de démolition ?

Qui était le Colonel Fabien?

Le 20 avril 1914, les mineurs de Ludlow …

Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï …

Dossier

Connaître l'art d'impressionner les foules …

A l'origine des fausses nouvelles …

Société

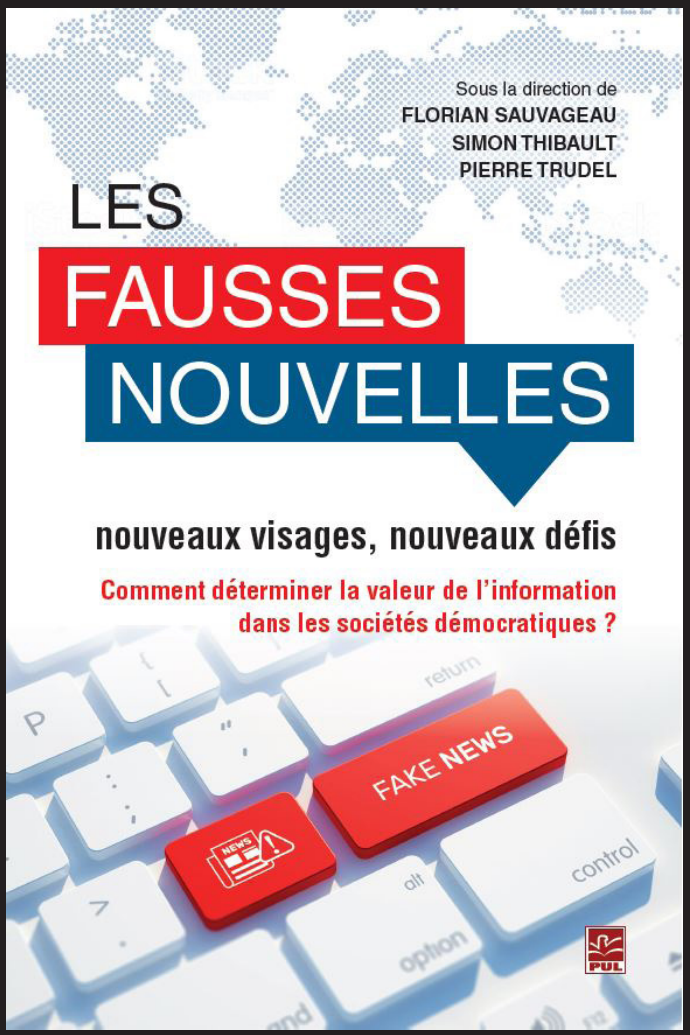
Paradis fiscal …

Peut-on être consommateur et citoyen ?

La Grande Malbouffe …

Pourquoi faut-il stopper l'expansion d'Amazon ?

Moreau et ses millions : cette gauche malade du fric



HISTOIRE

L'armée belge des partisans armés

Déraillements

Le tunnel D'Esneux

Dans la nuit du 18 au 19 mars 1944, la 1 ère et 7 -ème compagnie des P.A. d'Ourthe-Amblève entreprirent le déraillement d'un train de minerai dans le tunnel d'Esneux. Après deux heures de marche à travers bois, le premier détachement atteignit les approches du tunnel dont les deux entrées étaient gardées par des sentinelles allemandes. Les patriotes commencèrent par désarmer ces factionnaires. Nous ne nions pas la valeur du soldat allemand mais la reddition de ceux qui nous occupent nous prouve qu'ils savent aussi s'incliner devant la force.

Une fois cette affaire réglée, les P.A. pénétrèrent dans le tunnel et se mirent à enlever les tire-fond (un sur deux de façon à laisser la voie libre pour le passage du train de 2 h 37. Bien mal à propos, ce convoi ne passa qu'à 3 h du matin. Mais ensuite, les saboteurs mirent les bouchées doubles. Au total, 140 tire-fond furent enlevés et la voie amputée d'un tronçon de 25 mètres de rail

Cependant, le 2 -ème détachement attendait entre Souverain-Pré et La Gombe, l'arrivée du train voué à la destruction. Après le passage du train de 2 h 37, nos hommes maîtrisèrent en douceur les quatre gardes civils qui déambulaient le long des voies.

A 4 h 45, le train « Talbot » s'amena, lourd et pourtant si docile puisqu'il s'arrêta au signal. Tour à tour, le mécanicien, le chauffeur, le garde-convoi et deux Allemands chargés de protéger le train levèrent les bras. Qu'auraient-ils pu faire en face de saboteurs invisibles et menaçants.

Quand tout e petit monde se fut docilement rassemblé, les P.A. approchèrent. Un connaisseur monta sur la locomotive, poussa le levier en avant, ouvrit tout grand l'appareil d'admission de vapeur puis sauta sur le ballast.

On ne pourra jamais avoir une vue exacte de l'amoncellement inextricable qui bloqua le tunnel. La locomotive et les wagons démolis s'y trouvaient coincés de telle sorte que l'emploi du chalumeau fut nécessaire pour découper sur place une partie des ferrailles enchevêtrées. Les travaux de déblaiement durèrent dix jours.

Quant aux partisans, ils s'étaient retirés sans pertes en emportant les armes et les munitions enlevées aux Allemands. Un peu plus mouvementée et semée d'imprévus fut l'opération analogue réalisée en plein air cette fois le 23 mars entre Bois de Breux et Chênée.

Depuis cinq jours déjà, la 6 -ème compagnie du Corps 013 de Liège préparait l'action en se basant sur les renseignements fournis par un agent des chemins de fer. Au jour fixé, une dizaine de P.A. réunis chez un camarade attendaient ans une extrême tension d'esprit.

Un clic et … la vieille horloge égrena sept coups. C'était l'heure. Tout le monde présent ? Oui. Le commandant répartit ses hommes en deux groupes et leur dicta ses ultimes recommandations. On vérifia les révolvers et la première équipe s'en alla pour gagner, après un long détour, le courbe du chemin de fer en direction de Chênée.

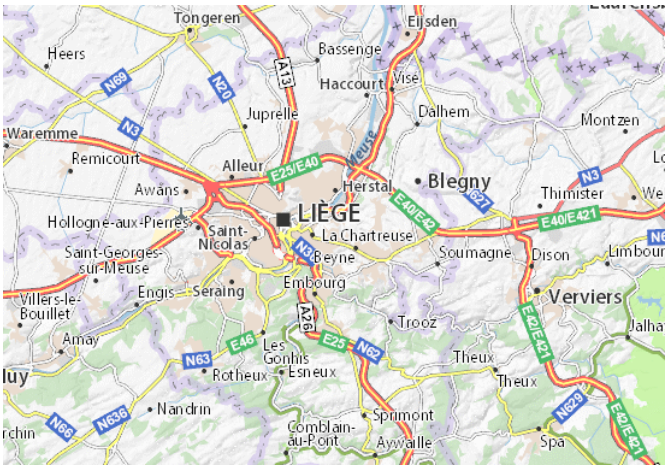
Un léger pincement aiguillonna le cœur de ceux qui restaient : cette fois, la partie était engagée. A la tombée du jour, les hommes de la deuxième équipe prirent séparément le chemin du passage à niveau proche de la gare de Bois de Breux. Ils avaient pour mission d'y arrêter un train de charbon, d'n faire descendre le personnel et de lancer ensuite la rame vers la courbe où leurs camarades auraient déboulonné un rail.

Sur le parcours, les P.A. se tenaient discrètement sur la défensive ; toutes les voitures rencontrées leur paraissaient suspectes. Il faisait beau temps, déjà le printemps. Prenant le frais sur le seuil de leurs demeures quelques personnes regardaient curieusement les promeneurs attardés. Pour faire bonne contenance, les partisans fumaient cigarette sur cigarette.

Encore un tournant de rue puis les hommes virent, là-bas tout près, la faible lueur encadrant la fenêtre de la maisonnette du garde-barrière. Que se passait-il à l'intérieur ? H …, chef du petit groupe, prit l'avance et alla prospecter les environs. Mais les hommes le suivaient de près. « Il y a du monde dans la baraque, annonça le chef. A …, tu vas t'en occuper. Les autres resteront avec moi. » Sans hésiter, A … ouvrit la porte et entra en coup de vent, révolver au poing. « Haut les mains. Que personne ne bouge. Pas de boches ? »

Non tout va bien, seulement cinq ou six ouvriers réunis là pour faire la causette en attendant l'heure du couvre-feu. Ces braves gens médusés n'étaient pas dangereux, loin de là. A … s'approcha de l'appareil téléphonique, prit l'écouteur et d'un coup sec, en rompit les fils. Ainsi, nul ne pourrait avertir prématurément les Allemands et le garde-barrière verrait sa responsabilité largement atténuée. Le modeste fonctionnaire était littéralement hypnotisé par le révolver du P.A. Celui-ci s'en aperçut et rassura l'ou-

vrier. On ne voulait de mal à personne pour autant que chacun reste tranquille.



La porte s'ouvrit livrant passage au commandant H … Cette fois, le garde-barrière se mit à loucher vers deux revolvers. Un bruit suspect, comme un cliquetis de vitres fit dresser l'oreille aux partisans. Mais les deux amis éclatèrent de rire quand ils en constatèrent la provenance. Le garde-barrière, épouvanté, s'était appuyé contre une table disjointe et sur cette table, une lanterne à signaux, à fenêtres mobiles, vibrait au rythme des tremblements du malheureux. Pauvre diable ! Encore un peu de patience …

H … lui posa quelques questions relatives à l'horaire des trains. Se remettant peu à peu, l'homme répondit de bonne grâce. Mais, tonnerre, les renseignements ne correspondaient pas à ceux fournis par le « Dispach ». Le train de voyageurs attendu comme devant précéder le train de marchandises était supprimé. Que faire ? Avertir l'équipe de sabotage qui attendait là-bas le passage du premier convoi avant d'enlever le rail ?

La sonnerie du téléphone retentit. Qu'est-ce que cela pouvait bien être ? « C'est le train de marchandises qui part de bois de Breux, bégaya le garde-barrière ». H … s'empara de la lampe à signaux et sortit rapidement. Il envoya un homme avertir les camarades et leur conseiller de prendre le large. Mais déjà, un grondement sourd annonçait l'arrivée du train. La locomotive trapue et mugissante troua la nuit de son fanal jaunâtre.

H … balança de gauche à droite la lampe à feu rouge. Malheur, la flamme s'éteignit ! Alors un partisan agita frénétiquement une faible lampe de poche, cependant que tous hurlaient dans la nuit : « Halte ! Halte ! Résistance ! »

Malgré le vacarme, les cheminots entendirent et comprirent car le train ralentit puis s'immobilisa dans un grincement de freins. Le chauffeur descendit, brandissant une torche fumeuse. Le mécanicien demeura aux commandes. Vite on avertir le garde qui se trouvait dans le fourgon de queue. A …, toujours dans la maisonnette en avait laissé la porte entrouverte et, tout en gardant un œil sur ses prisonniers ne perdait rien de ce qui se passait dehors. Le mécanicien débloqua les freins, ouvrit le régulateur puis abandonna la locomotive cependant que les roues pivotaient follement dans un crachement de vapeur. La lourde machine retrouva l'adhérence, avança légèrement, pivota de nouveau mais, irrésistiblement, démarra. Les ressorts se détendirent et les butoirs s'entrechoquèrent. Le train roula. Trente wagons de houille défilèrent devant la petite maisonnette.

Sans perdre un instant, H … conseilla aux cheminots de retourner avertir le chef de gare de Bois de Breux. Félicitations au mécanicien et prière d'exagérer les choses, annoncer la présence de cinquante partisans armés jusqu'aux dents.

Le train filant vers Chênée avait pris une allure de record. La locomotive sans conducteur soufflait vers le ciel des escarbilles rougeoyantes.

Là-bas, l'équipe s'était éloignée sans avoir enlevé le rail. Comme un bolide, le convoi s'engagea dans la courbe assez prononcée. Passerait-il ? Ce fut miraculeux, spectacle indescriptible, magnifique, effrayant ! Puissance déchaînée de la matière, crissement des boudins exerçant sur le rail extérieur une poussée jamais égalée. Le train tint bon, le train passa. Il se jeta dans un cul de sac en gare de Chênée. Un bruit de cataclysme mit en effervescence tous les habitants du voisinage. La locomotive s'était emboutie sur le heurtoir et le poids formidable de la masse acheva de l'y écraser. Les wagons se dressaient comme de simples jouets de mars.

Garage ou chantier de démolition ?

Quelque temps avant son arrestation, le commandant Robert Lejour, une des plus nobles figures de la Résistance, fusillé pat les Allemands, avait eu son attention attirée sur l'activité déployée au garage Poumay à Chênée. Cet établissement exclusivement réservé aux Allemands assurait la remise en état d'un nombre considérable de véhicules et, en outre, servait d'entrepôt de pièces détachées, de pneus, d'essence et de matériel divers.

C'était là une belle cible pour les partisans toujours en quête d'opérations préjudiciables à l'ennemi. Le 19 avril 1944, le commandant M … fut chargé de la destruction du garage avec l'appui d'un détachement de la 6 -ème compagnie d'Ourthe-Amblève. Les deux groupes devaient se souder à la tombée de la nuit à un endroit proche de l'objectif.

A … et ses P.A. de la 6 -ème, bien dissimulés attendaient depuis plus d'une demi-heure quand ils virent

un homme déboucher au tournant de la rue et venir seul dans leur direction. Une minute d'angoisse devant la silhouette inconnue qui s'approchait. Il était presque 10 heures. L'homme avançait toujours. Où donc se trouvait le gros de la troupe ? N'allait-on pas tomber dans un piège ? Et pas d'armes rien que deux petits 7/65, l'autre compagnie étant chargée d'apporter le matériel.

L'inconnu marcha droit vers le refuge des partisans et dit à brûle pourpoint : « Allons, venez, c'est prêt. » Soupçonneux, les autres ne bougèrent pas. L'homme s'n alla mais soudain, il se ravisa, revint sur ses pas et dit en riant : « Ah, j'oubliais. Le train pour Vottem, s'il vous plaît ? » Ceux de la 6 -ème compagnie comprirent et leur réponse jaillit spontanément : « C'est en Chine ! »

Ils partirent côte à côte. En cours de route, M …, car c'était lui, exposa son plan d'action. Ses hommes avaient déjà maîtrisé les gardiens et l'un d'eux demeurait de planton auprès de l'appareil téléphonique relié directement à la Feldgendarmerie.

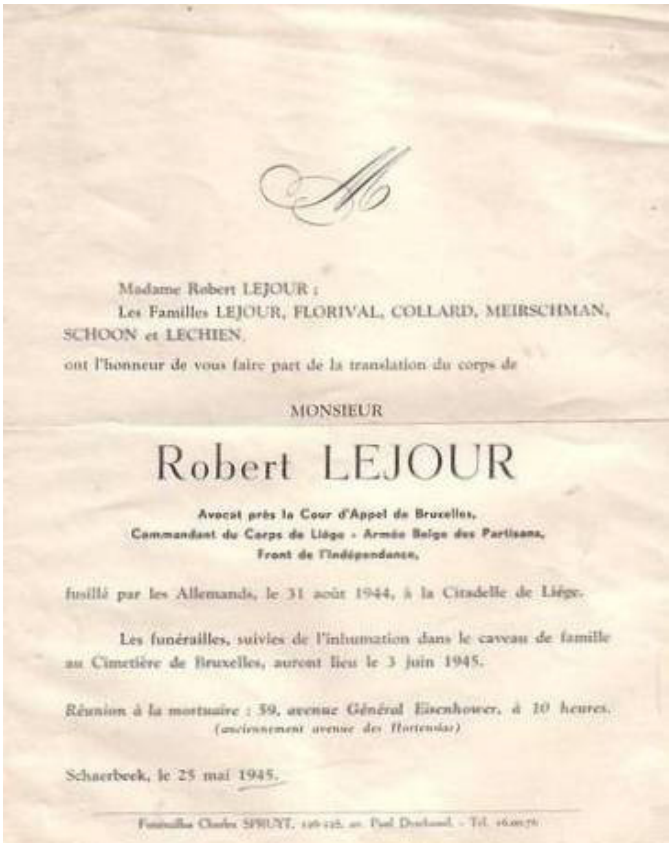
Ceux de la 6 -ème arrivèrent derrière le garage. On leur distribua des armes puis ils pénétrèrent dans l'immense atelier. Des guetteurs furent placés aux issues, on masqua toutes les fenêtres. On fit la lumière et le travail de démolition Commença sur le champ.

Il y avait là cinquante-deux véhicules de la Wehrmacht parmi lesquels de nombreux camions lourds, deux grands autobus à 75 places et un amoncellement de pneus pouvant être estimé à 25 ou 30 mètres cubes.

Les partisans soulevèrent les capots des moteurs puis, à coups de masses, ils brisèrent les carters mettant à nu les cylindres et broyant tous les accessoires. Sans crainte d'attirer l'attention, ils travaillaient bruyamment comme dans une forge. Le garage semblait en proie à l'animation la plus désordonnée et pourtant, les hommes procédaient avec méthode. Pas d'emballement, pas de gestes inutiles. Une équipe entassa dans un camion quelques douzaines de pneus, deux machines à écrire et quantité de pièces de rechange destinées à différents corps de P.A. Une conduite intérieure fut aussi épargnée.

Mais ni les machines-outils : tour, foreuses, raboteuses … ni les moteurs électriques n'échappèrent à la destruction. Le tintamarre fantastique ne cessa que lorsque les masses ne trouvèrent plus rien à pulvériser qui ne fut déjà que de la ferraille.

Alors dix-neuf bombes furent placées aux endroits bien choisis. Quelques bidons d'essence furent répandus en pluie sur le stock d pneus, sur les bâches



Madame Robert LEJOUR ;
Les Familles LEJOUR, FLORIVAL, COLLARD, MEIRSCHMAN, SCHOON et LECHIEN,
ont l'honneur de vous faire part de la translation du corps de

MONSIEUR

Robert LEJOUR

Avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles,
Commandant du Corps de Liège - Armée Belge des Partisans,
Front de l'Indépendance,

fusillé par les Allemands, le 31 août 1944, à la Citadelle de Liège.

Les funérailles, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au Cimetière de Bruxelles, auront lieu le 3 juin 1945.

Réunion à la mortuaire : 59, avenue Général Eisenhower, à 10 heures.
(anciennement avenue des Hortensias)

Schaerbeek, le 25 mai 1945.

Funérailles Charles SPRUYT, 126-128, av. Paul Deschanel. - Tél. 16.00.76

et sur les énormes camions.

Les partisans étaient couverts de cambouis, leurs visages de tâches graisseuses mais ils ne s'en inquiétaient pas. Vers trois heures du matin, le calme se fit. Les hommes furetaient silencieusement à droite et à gauche à la recherche d'un dernier objet intéressant. Puis ils s'assirent ou se couchèrent qui, sur ls sièges rembourrés, qui sur des paquets d'étoupe. Ils n'avaient plus qu'à se reposer en attendant l'heure de pouvoir circuler.

5 h du matin ! Les hommes se levèrent. Chacun alluma une cigarette qui devait servir à mettre le feu aux mèches. Les portes du garage s'ouvrirent. La voiture et le camion chargé du butin s'en allèrent en premier lieu puis on évacua le personnel de l'atelier. Enfin, les P.A. restés à l'arrière se placèrent pour le final. Courant d'un moteur à l'autre, d'une foreuse à un tour, ils s'arrêtèrent à peine le temps de toucher de leur cigarette les mèches d'amadou. Et puis pour assurer le bouquet au feu d'artifice qu'ils venaient d'amorcer, ils jetèrent un briquet allumé sur le stock de pneus imprégnés d'essence. A partir de ce moment, il s'agissait de ne plus tarder. Les prisonniers furent relâchés puis les partisans se dispersèrent et chacun rentra chez soi à sa convenance.

Ils étaient à peine à cinq cents mètres du garage que les premières charges détonaient. Et déjà les flammes dévoraient la toiture. En un clin d'œil, le bâtiment se transforma en immense brasier. A l'intérieur, les explosions se succédaient, tordant les machines-outils, écartelant les moteurs et soulevant bien haut les flammes monstrueuses.

Une fumée noire, suffocante moutonnait en une colonne effrayante, dense et d'instant en instant activée. L'armature métallique de la toiture, chauffée à blanc se tordit puis s'effondra sur les carcasses des véhicules rangés dans le brasier. Et les explosifs qui avaient échappé à l'action de la mèche ne résistèrent pas à l'épouvantable chaleur.

Les pompiers accoururent dare-dare sur les lieux. Malgré leur intervention, rien n'échappa au désastre. Malheureusement, deux sauveurs trouvèrent la mort au cours de leurs vaines tentatives. Mais on ne peut imputer aux partisans la responsabilité de ce pénible accident.

Tous les partisans sortirent indemnes de l'affaire et pourtant les chauffeurs et les convoyeurs des véhicules emportant le butin avaient couru le plus grand risque. Après quelques kilomètres, la voiture resta en panne. Le camion la prit en remorque mais bientôt le moteur du lourd véhicule faiblit à son tour. Et finalement refusa tout effort. Il s'agissait de matériel avarié. Les partisans se virent dans l'obligation d'abandonne leur prise mais avant de s'éloigner, ils tentèrent de l'incendier. Pour une cause inconnue, les flammes ne se propagèrent pas et les boches rentrèrent en possession des véhicules et de leur contenu.

Néanmoins, les patriotes pouvaient se féliciter de leur travail : suivant certaine estimation, l'économie de guerre allemande avait essuyé une perte de 30 millions de francs. Une cinquantaine de véhicules automobiles, un outillage mécanique irremplaçable en temps de guerre, un stock de pneus, pièces de rechange, roulements à billes, … autant de matériel dont les Allemands ne récupèrent pas même un boulon qui ne fut brisé par l'explosion ou tordu par le feu.

A suivre : « Prélude au final ».

Qui était le Colonel Fabien?

27 décembre 1944 : décès de Pierre Georges, dit «Colonel Fabien», militant communiste français et héros de la Résistance.

Il est connu pour être le premier résistant français à avoir réalisé un attentat contre l'occupant nazi, le 21 août 1941, à la station de métro Barbès - Rochechouart de Paris.

Ouvrier, il adhère au Parti Communiste à 14 ans. À l'âge de 17 ans, il s'engage dans les brigades internationales (en mentant sur son âge pour y être intégré) pour défendre la République espagnole face au coup d'état du militaire fasciste Franco.

Revenant en France en 1938, il est élu au Comité central des Jeunesses Communistes et redevient ouvrier métallurgiste.

Alors qu'en 1939, la guerre éclate, il est arrêté pour activités communistes. En 1940, il réussira à s'évader lors d'un transfert de prison. Il plonge alors dans la clandestinité et part dans le sud pour réorganiser les Jeunesses Communistes.

Rappelé en 1941 à Paris, il devient commissaire militaire de l'Organisation spéciale (regroupant différentes structures clandestines de résistance du Parti Communiste Français et est chargé de recruter et former des jeunes parmi les Jeunesses Communistes pour constituer les «Bataillons de jeunesse», aux côtés du grand résistant Albert Ouzoulias, alias «Colonel André». C'est d'ici aussi qu'il organisera le premier attentat contre l'occupant nazi au métro Barbes.

Dès lors, les attaques de soldats, les explosions de matériels et convois de l'armée allemande vont se multiplier sous son impulsion.

Siège du PCF

Alors que la police est à ses trousses, il est dénoncé aux gendarmes le 25 octobre 1942, malgré qu'il soit blessé lors de ce coup de filet, il réussira à s'échapper. Cependant, le 30 novembre à Paris, il est arrêté. Soumis à la torture par la Gestapo, il ne lâchera pas un nom. Puis, enfermé au fort de Romainville, c'est au tour des SS de le torturer sauvagement. Il ne parlera pas. Et en mai 1943, il réussit à s'échapper du fort.

Fin 1943, il commande 1200 FTP (Francs-tireurs et partisans). Il participera avec ses troupes à l'insurrection et à la Libération de Paris. Après cette victoire, il continue de pourchasser les nazis à l'Est.

Il mourra accidentellement, alors qu'il n'avait que 25 ans, lors d'une explosion de son PC de commandement, alors qu'un des soldats fait une erreur de manœuvre lors du maniement d'une mine allemande.

Lors de ses obsèques le 23 janvier 1945, des milliers de personnes viendront se recueillir et lui rendre hommage.

Pour lui rendre hommage, son nom est donné à une station de métro dans le 19ème arrondissement de Paris et son nom sera aussi donné à l'imposant et actuel siège du Parti Communiste Français.

Extrait de la page Facebook de Léonard Mela (JCF)

Le 20 avril 1914, les mineurs de Ludlow en grève sont massacrés

Après plusieurs mois de grève sur ce site du Colorado appartenant à Rockefeller, la garde nationale et des nervis payés par les patrons de la mine attaquent le camp retranché des mineurs. Une des plus violentes luttes entre les travailleurs et le capital dans l'histoire des États-Unis.

C'était un matin d'avril, un lendemain de Pâques, cette fête que célébraient nombre des immigrés grecs de Ludlow (Colorado). Trois membres de la garde nationale étaient venus ordonner la libération d'un homme prétendument retenu contre son gré. Louis Tikas, le responsable du camp, s'était alors rendu à la gare, distante d'un kilomètre, afin de rencontrer le commandant du détachement. Pendant leur rencontre, deux compagnies installèrent des canons sur une crête dominant le camp de mineurs. Tikas sentit le coup fourré et retourna auprès des siens. Le feu fut déclenché peu après.

La bataille dura toute la journée. Des gardes sans uniforme, payés par les patrons de la mine, vinrent renforcer les miliciens du lieutenant Karl Linderfelt. Alors que le soleil se couchait, le passage d'un train permit à un certain nombre de mineurs de prendre la fuite. Quelques minutes plus tard, la soldatesque s'empara du camp. Louis Tikas fut arrêté en compagnie de deux autres mineurs. Son corps fut retrouvé le long de la ligne de chemin de fer. Il avait été abattu dans le dos. Sa dépouille resta trois jours de suite à la vue de tous, passagers des trains qui circulaient et résidents. Il fallait faire un exemple. Avec le leader syndicaliste, deux femmes, douze enfants, cinq mineurs et syndicalistes et un garde furent tués ce 20 avril 1914 à Ludlow, terme, selon Howard Zinn, de l'une des « plus amères et violentes luttes entre les travailleurs et le capital dans l'histoire de ce pays ».

Tout avait commencé en septembre 1913. Les 1 100 mineurs de la Colorado Fuel and Iron Corporation, détenue par la famille Rockefeller, se mirent en grève après le meurtre d'un syndicaliste. Ils ajoutèrent à leurs revendications une augmentation des salaires, la journée de huit heures de travail, la reconnaissance du syndicat et la fin du contrôle total de leur vie par la compagnie, qui en fit aussitôt démonstration, en les expulsant de leurs baraquements. Avec l'aide du Syndicat uni des mineurs (United Mine Workers Union), les grévistes dressèrent alors des tentes sur les collines voisines. Rockefeller embaucha les cerbères de l'agence de « détectives » Baldwin-Felts, spécialisée, tout comme l'agence Pinkerton, dans la répression syndicale. Une première

« descente » échoua à briser le mouvement, malgré plusieurs morts dans le camp des grévistes. Le milliardaire Rockefeller se tourna alors vers « notre cher petit cow-boy de gouverneur » qui, ni une ni deux, fit appel à la garde nationale, créée en 1903. Les grévistes l'accueillirent avec acclamations et drapeaux au vent. Ils pensaient que la réserve de l'armée des États-Unis était venue pour les protéger… Ils déchantèrent rapidement lorsque les soldats attaquèrent le camp, arrêtèrent des centaines de mineurs et les firent parader, comme des prises de guerre, dans les rues de Trinidad, la ville la plus proche. Le mouvement tint pourtant bon tout l'hiver, jusqu'au 20 avril 1914, où il fut décidé d'en finir avec ces ouvriers rebelles. La réaction au massacre de Ludlow fut immédiate. À Denver, le syndicat des mineurs lança un « appel aux armes ». Trois cents mineurs rescapés s'armèrent et, à Ludlow, coupèrent le téléphone et le télégraphe, se préparant à la bataille. Les cheminots refusèrent d'emmener les soldats sur place, tandis qu'à Denver, ce sont des soldats eux-mêmes qui mirent l'arme au pied.À Trinidad, la colère des mineurs dégénéra. Après les funérailles des victimes du massacre, des mineurs se rendirent dans les mines, firent exploser des puits et tuèrent plusieurs gardes. À Denver, le syndicat de l'industrie du tabac vota l'envoi de membres à Ludlow, tandis que des syndiquées de celui du textile se transformèrent en infirmières. L'affaire devint nationale mais un autre événement l'étouffa : le bombardement de la ville mexicaine de Vera Cruz par l'armée américaine. « La ferveur patriotique et l'esprit militariste pouvaient-ils dissimuler la lutte des classes », s'interrogeait Howard Zinn dans son Histoire populaire des États-Unis. La réponse fut, semble-t-il, positive. Au final, des troupes fédérales furent dépêchées à Ludlow sur ordre du président Woodrow Wilson. Faute d'argent, le mouvement de grève périclita en décembre. Il y eut une enquête parlementaire, des milliers de pages de témoignages. Les soldats de la garde nationale, traduits en cour martiale, furent acquittés. Les grévistes furent remplacés par de nouveaux ouvriers. Sur le Vieux Continent, un autre siècle avait déjà commencé dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, un siècle qui fut aussi celui de la reconnaissance des droits des salariés portés par les mineurs de Ludlow.

La « trace » de Ludlow dans les consciences.

Ce n'est désormais plus qu'une ville fantôme, comme on en voit dans les westerns. Il n'y a plus rien à Ludlow qu'un monument en granit à la mémoire des mineurs, reconnu comme un site historique national

(National Historical Landmark) en 2009. Propriété du syndicat des mineurs UMWA, Ludlow a laissé une trace dans l'histoire, même si les premiers temps conduisirent à ensevelir les victimes dans l'oubli. Ayant senti le vent du boulet de la révolte sociale, Rockefeller accepta plus tard un certain nombre de mesures : représentation syndicale, non-discrimination des syndiqués. Ludlow laissa également une trace dans les consciences en devenant, selon la formule d'un historien, « une centralité saisissante dans l'interprétation de l'histoire de notre nation, développée par plusieurs penseurs de gauche d'importance du XXe siècle ». Parmi ceux-ci : Howard Zinn, l'historien, et Georges McGovern, le très progressiste candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1972.

Extrait de l'Humanité

Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï à l'origine de la journée internationale des femmes

La création d'une «Journée du droit des femmes» a été proposée pour la première fois en 1910, lors de la conférence internationale des femmes socialistes, par les communistes Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï, et s'inscrivait dans une perspective révolutionnaire

Ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de Petrograd (Saint Pétersbourg), et l'impulsion de Lénine en 1921, que la tradition du 8 mars se met en place. Après 1945, la Journée internationale du droit des femmes devient une tradition dans le monde entier.

C'est la journaliste allemande Clara Zetkin et la russe Alexandra Kollontaï, qui ont lancé l'idée d'une Journée des femmes

Directrice de la célèbre revue Die Gleichheit (L'Egalité), qu'elle a fondé en 1890, Clara Zetkin (1857-1933) organise les conférences internationales des femmes socialistes de Stuttgart (1907) et de Copenhague (1910) où elle impose son point de vue et est élue secrétaire.

C'est à Copenhague, en 1910, lors de la seconde conférence internationale des femmes socialistes, qu'elle propose, avec l'aide d'Alexandra Kollontaï (PSDOR) d'organiser une «Journée des femmes» en vue de servir à la propagande pour le vote féminin. La conférence réunit une centaine de militantes, venues de 17 pays. Elles adoptent aussitôt cette proposition, inspirée des manifestations d'ouvrières qui se sont déroulées aux Etats-Unis en 1908 et en 1909. Le 8 mars 1914, les femmes réclament le droit de vote en Allemagne. Elles l'obtiennent le 12 novembre 1918.

Clara Zetkin, militante féministe, pacifiste et communiste

« Où sont vos maris, vos fils ? Pourquoi doivent-ils s'entre-tuer et détruire avec eux tout ce qu'ils ont créé ? Qui bénéficie de ce cauchemar de sang ? Tout juste une poignée de profiteurs de guerre. Puisque les hommes ne peuvent plus parler, c'est à vous de le faire. Travailleuses de tous les pays en guerre, unissez-vous ! »

Clara Zetkin est emprisonnée en 1915 en raison de ses convictions pacifistes. En 1916, elle joue, avec Rosa Luxemburg, un rôle essentiel dans la création du parti communiste allemand. La révolution allemande de novembre 1918 (qui permet le renversement du régime impérial du Kaiser) permet au mouvement féministe d'obtenir le droit pour les femmes de voter et d'être élues. Clara Zetkin adhère au Parti communiste d'Allemagne (KPD), créé en décembre 1918 autour de la Ligue spartakiste. Elle est ensuite députée du KPD de 1920 à 1933.

En 1920, élue au Reichstag, Clara Zetkin assiste à la

montée du nazisme en Allemagne.

Le 30 août 1932, à 75 ans, elle est chargée, en sa qualité de doyenne du Reichstag, de prononcer le discours d'inauguration du Parlement où dominent les chemises brunes. Elle lance un vibrant appel à lutter contre le nazisme. Ce sera sa dernière manifestation publique.

En exil à Moscou, elle meurt le 20 juin 1933.

Elle participe au congrès de Tours, le 18ème congrès de la SFIO, et y joue un rôle décisif dans la victoire du courant révolutionnaire et l'adhésion à la IIIème Internationale. Son arrivée (clandestine, car interdite de territoire par les autorités françaises) et sa présence est décisive sur l'issue du congrès. Par ses discours et son action, elle convainc les délégués de la nécessité de l'adhésion à la nouvelle internationale.

Alexandra Kollontaï, marxiste, féministe et première femme ministre et ambassadrice

Alexandra Mikhaïlovna Kollontaï (en russe : Александра Михайловна Коллонтай), née le 31 mars (19 mars) 1872 à Saint-Pétersbourg et morte le 9 mars 1952 à Moscou.

Comme beaucoup de révolutionnaires marxistes (socialistes ou communistes), Alexandra Kollontaï condamne le féminisme de son époque, le considérant comme « bourgeois », puisqu'il détourne la lutte des classes en affirmant qu'il n'y a pas qu'une domination économique, mais aussi une domination des genres. Mais elle travaille cependant à l'émancipation de la femme dans le combat communiste ; elle déclare ainsi : « La dictature du prolétariat ne peut être réalisée et maintenue qu'avec la participation énergique et active des travailleuses. »

« Lors des conflits et des grèves, la femme prolétaire, opprimée, timide et sans droits, d'un coup apprend à se tenir debout et droite [...] La participation au mouvement ouvrier rapproche l'ouvrière de sa libération. »

L'action d'Alexandra Kollontaï, en tant que commissaire du peuple (ministre), et de ses consœurs leur permet d'obtenir le droit de vote et d'être élues, le droit au divorce par consentement mutuel, l'accès à l'éducation, un salaire égal à celui des hommes, des congés de maternité et l'égalité de reconnaissance entre enfants légitimes et naturels. Le droit à l'avortement est obtenu en 1920 — il sera limité en 1936 par Staline, puis rétabli après la mort de ce dernier.

Alexandra Kollontaï devient ambassadrice de l'Union soviétique en Norvège en 1923 et remporte d'immenses succès diplomatiques (elle mène les négociations pour les deux armistices entre l'URSS et la Finlande, en 1940 et en 1944, et pour l'armistice avec la Roumanie en 1944) et commerciaux (en récupérant l'or que l'ancien chef du gouvernement provisoire de la Russie, Aleksandr Kerenski, avait transféré en Finlande).

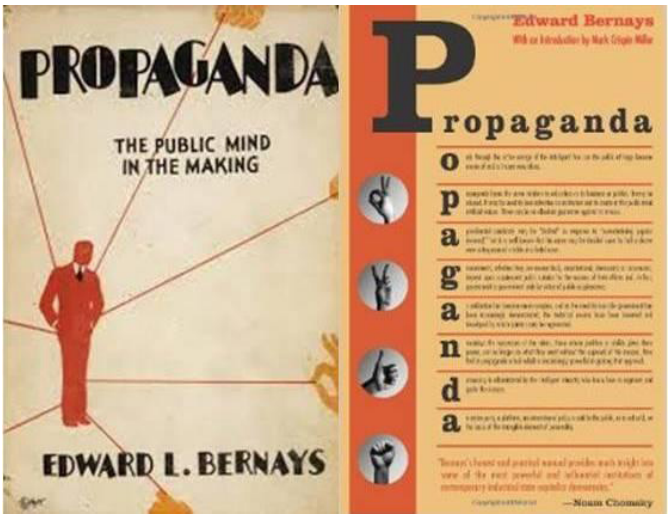
Extrait du blog du NPA « Tendance Claire »

DOSSIER

« Connaître l'art d'impressionner les foules, c'est connaître l'art de les gouverner »

« Pour imposer leur pouvoir, les régimes autoritaires ont choisi la force. Nos démocraties ont choisi les relations publiques. »

Comment influencer les foules ? Un documentaire en replay sur Arte, réalisé par Jimmy Leipold, décrypte les rouages de la propagande, cette « fabrique de consentement » des masses, notamment à travers



le parcours d'un homme : Edward Bernays, inventeur des « Relations publiques » et auteur de « Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie ».

Propagande, la fabrique du consentement

Tous les jours, nous sommes submergés par des millions de messages publicitaires, sur nos écrans ou dans l'espace public, conçus pour influencer notre choix pour acheter, voter ou adhérer à une idée. Qu'on en ait conscience ou non, ces messages créent des communs culturels au sein de nos populations, comme les loisirs. Ces messages sont conçus grâce à des techniques de persuasion inventées il y a un siècle aux Etats-Unis.

Le documentaire « Propaganda, la fabrique du consentement » détaille comment l'oligarchie de l'époque a réussi à imposer l'idéologie capitaliste comme garante d'un niveau de vie supérieur pour la population, en créant des besoins chez elle.

« Pour imposer leur pouvoir, les régimes autoritaires ont choisi la force. Nos démocraties ont choisi les relations publiques. » Introduction du documentaire

Le documentaire part de la « Commission Creel », nommée d'après le journaliste George Creel qui la dirigea, mise en place en 1917 pour convaincre l'opinion publique américaine de la nécessité de partir en guerre contre l'Allemagne. Alors qu'il avait été élu sur la promesse de ne pas engager les Etats-Unis dans la guerre en Europe, Thomas Woodrow Wilson réussit en seulement un an à changer radicalement l'opinion publique grâce à une campagne de propagande sans précédent :

Affiches, « autocensure » des médias, embauche de célébrités comme Charlie Chaplin pour soutenir leurs arguments en faveur de la guerre, etc. Edward Bernays fut l'un des membres actifs de cette commission. C'est là qu'il développa un tout nouveau secteur d'activité utilisant les techniques de la propagande : les relations publiques.

Les relations publiques, le masque de la propagande

A travers des archives mais aussi une analyse critique, dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky, ce documentaire montre comment les grands patrons se sont emparés de la propagande pour servir au mieux leurs intérêts, et modeler entièrement une société basée sur « l'American Way of life ».

A la fin de la première Guerre Mondiale, alors que les politiques se désintéressent de la propagande, les industriels font face à des mouvements de grève dans tout le pays, menés par une classe ouvrière exsangue et révoltée par des conditions de travail aberrantes. Edward Bernays s'interroge :

« S'il a été possible de faire adhérer les américains à la guerre sans remettre en cause les principes démocratiques, il doit être possible de faire adhérer les classes ouvrières au modèle de société qu'ils ont toujours rejeté : le capitalisme. »
Il ouvre ainsi son premier bureau à New-York en 1919 pour proposer ses services aux industriels en proie avec la classe ouvrière.

Double-neveu de Sigmung Freud, Edward Bernays met en avant ce lien familial auprès de ses nouveaux clients pour revendiquer son expertise et sa compréhension des désirs inconscients des foules. Quel est le rapport entre la popularité de la cigarette chez les femmes, le petit-déjeuner à l'américaine (avec du bacon) et le renversement du gouvernement du Guatemala en 1954 qui fit des centaines de milliers de morts pendant plusieurs décennies ?

Toutes ces campagnes ont été menées avec succès par Edward Bernays pour différents clients. Basé sur le principe de Thomas Jefferson « Dans une démocratie, tout dépend du consentement du peuple », Edward Bernays décrit lui-même son travail comme de la propagande destinée à manipuler l'opinion dans un régime démocratique. Peut-on encore vraiment parler de démocratie si les foules sont privées de leur libre arbitre et soumises à l'influence d'un petit

groupe de personnes ? Nous sommes tous appelés à regarder avec attention dans quel but et pour quels intérêts ces messages nous sont transmis.

Finalement, ce documentaire fait penser à la fameuse interview du milliardaire américain Warren Buffet, par CNN. Il avait alors déclaré en 2005 : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des (très) riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner.»

Laurie Debove
Extrait de blog « La relève et la peste »

A l'origine des fausses nouvelles, l'influence méconnue d'Edward Bernays

Edward Bernays est un personnage presque oublié par l'histoire. Double neveu de Sigmund Freud, il a pourtant été l'un des théoriciens de la propagande politique qui aujourd'hui, à l'ère de l'hyper-communication, anime entreprises et partis politiques. Julie Timmerman en a fait une pièce de théâtre.

Né à Vienne en 1891, il est mort aux Etats-Unis, 103 ans plus tard, presque oublié du grand public alors qu'il a inventé l'un des grands maux du XXe siècle : la manipulation de masse. Pour Julie Timmerman, dramaturge auteur d'Un démocrate, qui raconte sur scène la vie de ce publicitaire :

Julie Timmerman : « C'est peut-être le plus grand échec d'Edward Bernays, il aura passé toute sa vie à faire sa propre promotion mais il est mort dans l'oubli de l'opinion publique ! Son livre Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie n'a été traduit en France que récemment, même s'il est aujourd'hui largement étudié dans les universités américaines, notamment en marketing. »

L'inconscient des citoyens au service du marché

Tout le mérite d'Edward Bernays est d'avoir su trouver des applications pratiques aux découvertes sur l'inconscient de son époque. Les théories de Gustave Le Bon sur la psychologie des foules, de Wilfred Trotter sur la psychologie sociale, et bien sûr celles de son oncle sur la psychanalyse lui ont permis aux côtés par exemple de Walter Lippmann, l'auteur de la Fabrique du consentement, d'industrialiser la manipulation de l'opinion publique à des fins économiques et politiques.

Julie Timmerman : « La révolution industrielle ouvre l'ère des masses. A la fin du XIXe siècle aux Etats-Unis, les «barons voleurs» n'hésitent pas à tirer sur la foule qui demande par exemple des jours de travail moins longs. Ils décident aussi de trouver des moyens de contrôle social en amont. A l'époque, plusieurs penseurs comme Gustave Le Bon, Wilfred Trotter et bien sûr Sigmund Freud travaillent sur la psychologie sociale. Le mérite de Bernays est d'avoir mis en pratique ces théories pour faire passer des «messages ciblés».

Après avoir été l'attaché de presse du ténor Caruso ou des ballets russes, le New-Yorkais a participé, aux côtés du président Wilson, à la Commission Creel qui permit de retourner l'opinion publique américaine en faveur de l'entrée dans la Première Guerre mondiale. Il retourne ensuite régulièrement en Europe, où il passe des vacances avec son oncle Freud dont les théories sur l'inconscient le fascinent. De retour aux Etats Unis il décide donc de monter sa propre entreprise de propagande au service de l'industrie.

Julie Timmerman : « Sa femme et partenaire, Doris Fleischman, lui a vivement suggéré de ne pas utiliser le terme trop marqué de propagande pour leur commerce. Elle inventa, pour le remplacer, celui de relation publiques qui fait encore flores aujourd'hui partout dans le monde ».

Pour les profits de l'industrie agroalimentaire, Edward Bernays contribue à instaurer le célèbre petit déjeuner à l'américaine fait d'œufs et de bacon, n'hésitant pas pour cela à mettre en scène des conseils de médecins sur le sujet.

Edward Bernays est également celui qui rendra in-

contournable la présence d'un piano dans les appartements américains en poussant les architectes d'intérieur de l'époque à créer des alcôves afin de les accueillir dans les nouvelles constructions.

Julie Timmerman : « Bernays a révolutionné la pratique publicitaire en instaurant un protocole précis fait de sondages d'opinion, de mises en scènes, de mensonges aussi parfois pour faire croire au consommateur qu'il désire un produit, que c'est un choix personnel. Ce genre de processus est encore largement utilisé aujourd'hui, il n'y a qu'à regarder les femmes dénudées partout dans les publicités pour les voitures ».

L'affaire des cigarettes : un cas d'école étudié dans toutes les universités américaines

Dans les années 1920, Edward Bernays travaille pour l'entreprise Lucky Strike dont les ventes de cigarettes sont en baisse. Selon son mantra, il va «souffler aux gens les rêves avant qu'ils les aient rêvés». A l'époque, il est très mal vu pour les femmes de fumer dans les lieux publics. Le publicitaire va donc commencer par mettre la couleur verte du paquet de cigarettes Lucky Strike à la mode dans le prêt-à-porter féminin ou dans les fêtes du show-biz, avant d'aborder les suffragettes pour leur faire croire que la cigarette est un symbole d'émancipation.

Selon la dramaturge :

Julie Timmerman : « S'inspirant de son oncle Sigmund Freud, il leur dit que la cigarette est un symbole phallique et qu'il n'y a aucune raison pour que les femmes n'aient pas le droit de fumer en public. Il imagine et organise aussi en 1928 un défilé de fumeuses sur la 5e avenue à New York, où les femmes, toutes féministes, avaient dans une main une cigarette et dans l'autre une pancarte «torches de la liberté». L'idée est lancée devant la presse du monde entier : les femmes modernes doivent fumer et donc acheter des cigarettes. »

Dans cette vidéo, le philosophe canadien Normand Baillargeon, raconte comment Edward Bernays a fait fumer les femmes :

En 1929, à ceux qui lui objecteront que la cigarette est mortelle, Edward Bernays répondra en envoyant aux journaux des expertises contraires, souvent financées par l'industrie de la cigarette. Les fausses informations, «messages ciblés» dans le langage de l'époque, sont nées.

Quand la propagande politique devient «relations publiques»

S'il a permis l'élection du président Calvin Coolidge, en changeant l'image de l'homme taciturne comme il a changé l'image des cigarettes, Edward Bernays n'a pas toujours mesuré l'impact politique de ses méthodes de propagande.

Julie Timmerman : « Aujourd'hui, tous les partis politiques et toutes les entreprises font des relations publiques, sans même connaître les théories d'Edward Bernays. Moi, avec cette pièce, j'ai voulu dénoncer la propagande, qui est omniprésente à notre époque d'hyper communication. Le théâtre est sans doute la meilleure façon de donner à penser et de faire éclore l'esprit critique des citoyens d'aujourd'hui. »

Edward Bernays considérait que le peuple était incapable de penser et qu'il devait être guidé par une élite. Juste avant la deuxième Guerre mondiale, un journaliste américain a raconté que l'un de ses livres se trouvait dans la bibliothèque du nazi Joseph Goebbels. Un comble, pour cet Américain qui n'a cessé de défendre l'idée que ses pratiques protégeaient la démocratie.

Peu de médias racontent l'influence de l'Américain, notamment dans nos démocraties d'aujourd'hui. Sur Arte, un documentaire de Jimmy Leipold analyse son héritage :

Autre grande zone d'ombre du personnage, en 1954, Edward Bernays renverse avec la CIA le pouvoir démocratiquement élu au Guatemala pour satisfaire son employeur, une compagnie bananière qui prend le pouvoir dans le pays. Pour provoquer ce coup d'Etat, l'Américain va savamment utiliser tous les ressorts géopolitiques de l'époque et notamment l'anticommunisme, qui alimentera une vaste campagne de presse faite de fausses nouvelles et de vrais mensonges.

Julie Timmerman : « Aujourd'hui, les techniques de propagande en démocratie d'Edward Bernays sont utilisées par tous les partis politiques dans le monde. Le Brexit ou l'élection de Donald Trump mais aussi celle d'Emmanuel Macron en sont les héritiers et c'est l'une des phrases fortes du spectacle. En bien ou en mal si on parle de nous, c'est toujours bon pour les affaires. »

Par Cécile de Kervasdoué
Extrait de France Culture

SOCIÉTÉ

Paradis fiscal : « Seize médias entrouvrent le coffre-fort du Luxembourg «

Multinationales, milliardaires, artistes, sportifs et criminels s'y sont abrités. Les journalistes du « Monde » et d'autres médias ont extrait dans leur intégralité les documents du Registre du commerce du Grand-Duché et les ont analysés pendant un an

Cinquante-cinq mille sociétés offshore gérant des actifs dont la valeur atteint au moins 6500 milliards d'euros : voilà ce qu'un groupe de 16 médias, emmenés par Le Monde, ont trouvé en ouvrant la porte

du « coffre-fort luxembourgeois ». Ces sociétés fantômes ont été créées par des milliardaires, des multinationales, des sportifs, des artistes, des responsables politiques de haut rang et même des familles royales.

Pour mener cette enquête baptisée « OpenLux », Le Monde a constitué une base de données des bénéficiaires des 140 000 entités immatriculées au Luxembourg (sociétés, fondations, fonds), complétée par 3,3 millions d'actes administratifs et de rapports financiers. Il s'agit de documents récemment rendus publics, mais qui ne sont accessibles qu'au compte-gouttes sur le site du Registre du commerce luxembourgeois.

Les journalistes ont pu les extraire dans leur intégralité pour les analyser, en partenariat avec 16 médias internationaux, dont la Süddeutsche Zeitung en Allemagne, Le Soir en Belgique, McClatchy aux Etats-Unis, Woxx au Luxembourg, IrpiMedia en Italie, et le consortium de journalistes d'investigation OCCRP.

Plus de 10% des milliardaires mondiaux

Au total, la liste des 64 458 bénéficiaires identifiés par OpenLux le confirme : le Grand-Duché concentre une bonne partie de la fortune du monde. On y retrouve nommément au moins 279 des plus de 2000 milliardaires mondiaux répertoriés par le magazine Forbes.

Après l'enquête LuxLeaks menée en 2014 par une quarantaine de médias sous la houlette du Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ), le Luxembourg a abandonné ses « rulings », ces arrangements très avantageux consentis aux multinationales. Mais il reste un haut lieu de planification fiscale pour les entreprises et les ultrariches, au travers de régimes fiscaux préférentiels. Ce qui favorise, dans certains cas, les abus et, possiblement, les fraudes.

Grâce à une directive

«Cette opération vérité n'aurait pas été possible

sans une directive votée par l'Union européenne en 2018, qui a exigé la création de registres publics des propriétaires réels des sociétés dans tous les Etats membres, écrit Le Monde. Cette réforme historique est intervenue après une décennie de scandales financiers, qui ont culminé avec les Panama Papers, en 2016. »

L'enquête qui a été publiée montre en particulier que le Grand-Duché est insuffisamment outillé pour garantir un contrôle efficace sur l'ensemble des flux qu'il brasse. Le Registre du commerce ne dispose que de 59 salariés pour faire respecter l'obligation légale de déclarer les bénéficiaires effectifs de plus de 100 000 entités.

Extrait du journal suisse « Le Temps »

Peut-on être consommateur et citoyen ?

Inégalités sociales croissantes, dérapages financiers récurrents, dégradation de l'environnement. De ces trois défis de notre temps, le dernier est le plus crucial car il touche directement à l'avenir même de l'humanité. L'une des causes de la crise écologique qui nous frappe tient à nos modes de consommation : acheteur de plus en plus précoce, avide des produits en vogue et jamais rassasié, le consommateur des pays riches contribue à entretenir un mode de production très friand d'énergie et polluant.

Les industriels, les hypermarchés et les pèlerins du développement durable l'ont compris. Les premiers veulent nous vendre des produits « responsables », c'est-à-dire plus chers. Les deuxièmes nous demandent de payer les sacs plastique qu'ils nous fournissaient gratuitement. Et les derniers nous culpabilisent individuellement à un point tel que tout acte de consommation, voire notre vie entière, ne sont plus perçus « que comme une nuisance, une source d'émission de carbone, de pollutions diverses et de déchets »

Peut-on trouver les chemins d'une manière de consommer qui nous laisse la liberté de choix, tout en faisant de nous des citoyens solidaires des autres, responsables de notre environnement, capables de raisonner sur nos vrais besoins de consommation et de tenir compte des conditions dans lesquelles sont produits les biens que nous consommons ? La réponse est positive.

D'abord, l'histoire le montre. Depuis que, à la fin du XVIIIe siècle, les consommateurs britanniques et « américains » se sont mobilisés pour boycotter massivement le sucre produit par l'esclavage, la consommation a pu être un lieu d'engagement politique et citoyen. Les initiatives en ce domaine ne manquent d'ailleurs pas aujourd'hui, au point que les guides permettant d'en faire le tri se sont multipliés ces dernières années

Mais l'expérience nous enseigne également que cela ne se fait pas spontanément. Les études sociologiques et psychosociales des comportements de consommation soulignent à quel point ce que nous achetons contribue à construire notre identité sociale. Nul ne peut se priver de cette fonction de socialisation de l'acte de consommation. Les enquêtes montrent que même les consommateurs les plus mobilisés en faveur d'une croissance durable ont du mal à modifier leurs habitudes d'achat au-delà du marginal.

Comment favoriser dans ces conditions une consommation responsable ? Certains prônent de réduire l'espace de choix des consommateurs : des « décroissantistes » aux partisans de la « démocratie participative alimentaire », chacun de nous devrait produire, échanger et consommer localement. Le chemin risque d'être long avant que tout le monde ne s'y mette… D'autres préfèrent développer la prise en compte du non-marchand dans les choix (bio, bois certifié, etc.). Une voie en plein développement. Mais n'en reste-t-elle pas, au fond, à parier sur la bonne volonté individuelle ? Et sur les informations que veulent bien donner les offreurs : comment faire si je veux favoriser les produits d'entreprises où l'écart de rémunération entre le patron et ses salariés reste raisonnable et où les droits des travailleurs sont réellement respectés ?

Une autre voie, qui tient compte de la psychologie des consommateurs et de la réalité de notre monde industriel et de services, est celle qui consiste à réduire l'offre des produits non responsables. On pourrait les taxer plus. Mais, au-delà des produits inutiles et nocifs, comme les véhicules 4×4 de ville, cela pénalise immédiatement les plus pauvres. L'innovation verte en faveur des produits responsables ne peut venir que d'une alliance entre producteurs, détaillants et intervention régulatrice de l'Etat pour « encourager » les comportements vertueux. Le consommateur individuel peut

être solidaire de la planète. Il le sera d'autant plus facilement qu'on lui proposera des produits conçus et distribués à cet effet.

1. Pour une présentation poussée jusqu'à la caricature des conséquences du discours sur le développement durable, voir Sylvie Brunel, A qui profite le développement durable ? coll. « A dire vrai », Larousse, 2008.

2. Le Conseil de l'Europe va publier à l'automne 2008 un guide sur le thème « Repenser la consommation pour le bien-être de tous » en coopération avec l'Inter-réseau des initiatives éthiques et solidaires (Iris) et dans le cadre d'un accord de coopération avec la DG Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances de la Commission européenne. Voir également « La consommation citoyenne », Hors-Série pratique Alternatives Economiques, n° 26, nov. 2006.

Gilda Farrell, Christian Chavagneux
L'Économie politique 2008/3 (n° 39)

« La Grande Malbouffe », sur Arte : les pratiques agro-industrielles passées à la moulinette

Un documentaire sérieux, fouillé et instructif prend la recette industrielle du cordon-bleu comme base d'une enquête édifiante.

Inutile de chercher la recette du cordon-bleu dans Le Guide culinaire (1921), d'Auguste Escoffier : si elle s'inspire de recettes de pays alémaniques, cette préparation de viande (poulet, veau ou dinde) panée et fourrée au jambon et au fromage a trouvé son nom et son premier public aux Etats-Unis, dans les années 1950. Pour devenir, ce qui ne surprendra personne, en France notamment, l'un des plats préparés industriels les plus consommés.

Ce cordon-bleu vendu sous plastique a quelques avantages apparents : facile à réchauffer, il donne de surcroît l'illusion d'un plat préparé avec des ingrédients simples, voire sains. Sauf quand on regarde l'envers du paquet (où tout, d'ailleurs, n'est pas indiqué), puis le documentaire saisissant qu'ont écrit et réalisé Maud Gangler et Martin Blanchard.

De prime abord, La Grande Malbouffe ressemble à ces documentaires qui pullulent dans les programmes télévisuels, où la manière dont certains produits et ingrédients de consommation courante passent à la moulinette d'une enquête dévastatrice donne envie de ne plus jamais y toucher… Mais ce film va plus loin encore, fouillant implacablement les arcanes parfois nébuleux des pratiques agro-industrielles, y compris celles suivies par les adeptes du véganisme qui, tout en ayant décidé de se passer de tout aliment d'origine animale, n'ont de cesse de reconstituer steaks et fromages.

Cette séquence rappelle que ces ersatz, qui ont le vent en poupe grâce à leurs airs vertueux, sont, eux aussi, des produits ultra transformés, bourrés d'adjuvants dont l'allure, avant cuisson, évoque parfois le produit visqueux dans lequel Louis de Funès passe un sale moment dans Les Aventures de Rabbi Jacob (1973), de Gérard Oury.

Leurres chimiques dangereux

Certes, quelques groupes industriels ont fait des efforts (on ricane un peu cependant lorsque telle marque de soupe présente ses excuses sous forme de publicités accusant ses anciennes mauvaises manières…), et tentent de remplacer les leurres chimiques possiblement dangereux par des solutions naturelles… D'autres assument – en soulignant, sur l'emballage, que le jambon est naturellement gris et non rose.

Mais demeurent quelques composants qui pourraient ne pas être nos meilleurs amis sanitaires : bienvenue dans le monde du E 171, qui blanchit aussi bien les fromages que la peinture murale, celui des huiles minérales dérivées du pétrole, de la transglutaminase et d'autres « auxiliaires technologiques » qui échappent aux règles de contrôle et de mention.
On en apprend des vertes et des pas mûres, des raides et des pas digestes, dans La Grande Malbouffe. De sorte qu'on recommandera aux adeptes du visionnage à la demande de regarder ce documentaire de préférence en dehors des heures de repas et de digestion.

Par Renaud Machart
Extrait de Le Monde
https://www.youtube.com/watch?v=yBb_g_xBen0

Pourquoi faut-il stopper l'expansion d'Amazon ?

Jeff Bezos et Amazon font partie des grands gagnants de la crise du Covid 19. Depuis le début de l'année 2020, les ventes du géant du e-commerce n'ont cessé d'augmenter et la fortune de Jeff Bezos a dépassé les 200 milliards de dollars.

Des gens cloîtrés chez eux, qui commandent nourriture, vêtements ou produits électroniques sur le site d'Amazon, qui regardent Amazon vidéo ou écoutent Amazon music, c'est le rêve pour Jeff Bezos. Et tant pis si cela se fait au prix de 20 000 salariés contaminés par le COVID, d'une explosion du nombre de produits importés et du recours aux transports les plus polluants, de la destruction de milliers d'emplois dans les commerces de proximité ou de l'artificialisation des terres pour construire 19 nouveaux entrepôts en France.

Cette vision du monde est en totale contradiction avec la profonde aspiration à une vie décente sur une planète vivable. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mener des actions d'ici au prochain "Black Friday" le 27 novembre pour montrer au plus grand nombre la face cachée du monde que nous promet Amazon et l'urgence d'un moratoire pour stopper l'expansion du géant du e-commerce avant qu'il ne soit trop tard. Cette mobilisation sera aussi l'occasion de promouvoir des alternatives en matière d'emploi et de développement de la vie locale compatibles avec les enjeux climatiques et sanitaires.

A l'heure où le re-confinement contraint 200 000 commerces non-alimentaires à fermer leurs portes, les grandes plateformes de e-commerce comme Amazon accroissent leurs parts de marché et menacent plus que jamais les commerces de proximité. Cette année, ces menaces n'ont jamais été aussi présentes. Les commerces de proximité subissent des faillites en cascade et 26 000 suppressions d'emplois sont annoncées en France dans la grande distribution à cause de la vente en ligne. Une étude de janvier 2020 montre qu'1 emploi créé chez Amazon est responsable de la destruction de 4,5 emplois dans le commerce traditionnel aux États-Unis.

Amazon veut pourtant ouvrir 19 nouveaux projets d'entrepôts Amazon en France d'ici à l'année prochaine. S'ils voyaient le jour, le bilan de destructions d'emplois de la multinationale pourrait atteindre plus de 100 000 emplois sur notre territoire. Ces entrepôts distribueront près de 2 milliards de produits importés supplémentaires en France alors que ces produits sont déjà responsables de plus de 10 % de notre empreinte carbone et font partie des premiers secteurs d'émissions importées. De plus, alors qu'Amazon se vante de créer des emplois, non seu-

lement ceux-ci sont de très mauvaise qualité, mais l'entreprise remplace progressivement ses salariés par des robots. Jeff Bezos s'est d'ailleurs fixé comme objectif d'avoir des entrepôts entièrement automatisés d'ici 10 ans.

En parallèle, les élus locaux acceptent des projets d'entrepôts Amazon sur leur territoire en se justifiant par les impôts locaux que cela leur permet de percevoir, alors qu'Amazon est un champion de l'évasion fiscale et de la fraude à la TVA. La multinationale paie proportionnellement beaucoup moins d'impôts que les commerçant•e.s . Son développement signifie donc une perte de recettes fiscales pour l'État, alors que la crise sanitaire a pourtant montré à quel point nous avons besoin de financer des services publics de qualité.

Malgré ces impacts, depuis 6 ans, Emmanuel Macron est l'un des principaux artisans de l'expansion d'Amazon en France, en tant que ministre de l'Économie puis comme Président. Dans les jours et semaines qui suivront le Black Friday, les discussions sur la loi "Convention Citoyenne pour le Climat" vont débuter à l'Assemblée Nationale et ce, jusqu'en février. Emmanuel Macron est une nouvelle fois à la manœuvre. Il a fait en sorte que le moratoire visant à stopper les zones commerciales proposé par les membres de la Convention citoyenne pour le climat n'intègre par les entrepôts de e-commerce, notamment ceux d'Amazon, malgré la volonté des citoyen•nes.

Ce sera, pourtant, le dernier temps législatif que nous aurons pour réussir à stopper tous les projets Amazon en cours et à venir d'ici la fin du mandat. Ensuite l'occasion ne se représentera pas au niveau national et, sans luttes locales victorieuses, les projets en cours seront construits

Nous devons donc nous mobiliser pour montrer le vrai visage d'Amazon et empêcher la multinationale de doubler son activité en France, et d'asseoir son monopole.

Extrait de ATTAC France

Moreau et ses millions : cette gauche malade du fric

Stéphane Moreau n'est pas un cas isolé. Dans un passé récent, plusieurs leaders socialistes européens ont entretenu un rapport trouble avec l'argent, souligne l'essayiste Claude Demelenne.

Contrairement à ce que prétendent ceux qui agitent le slogan «tous pourris !», la plupart de nos élus ne sont pas des hommes - ou des femmes - d'argent. Ils se comportent de façon décente. Rares sont les petits Moreau en puissance. Ils sont pourtant trop nombreux, parmi les leaders historiques du socialisme européen, à avoir appliqué une rigueur à deux vitesses. Sévère pour le citoyen ordinaire. Laxiste quand leur cassette personnelle était en jeu.

Comment ne pas être troublé par les choix de carrière de nombreuses grandes figures de la social-démocratie européenne, lorsqu'elles quittent la scène politique. Ces choix révèlent leur priorité obsessionnelle : rentabiliser leur carnet d'adresses. Et s'assurer des revenus comparables à ceux des patrons de choc que la gauche politique sermonne pour leurs salaires indécents.

Gerhard Schröder, un curieux «camarade»

Fin 2005, après avoir saccagé le modèle social allemand par ses réformes ultralibérales - le fameux Agenda 2010 - et promu les mini-jobs à 450 euros mensuels, l'ex-chancelier social-démocrate allemand, Gerhard Schröder, s'est fait engager par la société russe Gazprom. Il est devenu conseiller de Goldman Sachs, puis de la banque Rothschild. A la clé, des rentrées financières de plusieurs millions d'euros. Sans oublier que le camarade Schröder est aussi devenu membre du directoire du groupe pétrolier britannique TNK-BP, ce qui lui garantit une rémunération complémentaire de 200.000 euros par an.

Quant à Peer Steinbrück, candidat social-démocrate malheureux à la Chancellerie allemande en 2013, ses besoins financiers n'ont jamais été minces. Lorsqu'il était ministre des Finances, ledit Steinbrück améliorait ses fins de mois difficiles en donnant des conférences - près d'une centaine pendant son mandat - facturées à 7.000 euros. Lorsqu'il ne fut plus ministre, il a revu son tarif à la hausse : 25.000 euros pour chaque causerie. Steinbrück s'est également fait remarquer en déclarant que le salaire du Chancelier - 16.600 euros mensuels - n'était pas suffisant.

Tony Blair roule sur l'or

Le cas de Tony Blair, ancien Premier ministre travailliste du Royaume-Uni, est encore plus interpellant. Depuis qu'il a quitté ses fonctions politiques, en 2007, outre des conférences monnayées à 50.000 euros pièce, Blair est hyperactif comme consultant tout terrain. Grâce à diverses sociétés portant son nom, distillant moult conseils privés au monde de la finance et à des Etats pas toujours des exemples de vertu démocratique, ce social-démocrate - très - light a accumulé des sommes d'argent considérables, estimées à près de 75 millions d'euros. Il aurait notamment gagné 1,24 million d'euros en trois heures, en servant d'intermédiaire dans une transaction commerciale impliquant le Qatar.

Dominique Strauss-Khahn, le mégalo

En 2012, à peine tournée la page du scandale sexuel de l'hôtel Sofitel de New-York, Dominique Strauss-Kahn, ancien porte-drapeau du PS français, se reconvertit en banquier d'affaires. Il s''empresse de monnayer au prix fort son expertise économique auprès de grands patrons et de gouvernements étrangers, dont celui de Serbie (en compagnie d'un autre ami du prolétariat, l'ex-chancelier autrichien social-démocrate, Alfred Gusenbauer).

Il crée également avec Thierry Leyne, un homme d'affaires franco-israélien, la société LSK - Leyne - Strauss-Kahn & Partners - basée au Luxembourg et censée faire de DSK un poids lourd de la finance internationale. «Dans cinq ans, je serais plus gros que la banque Lazard», fanfaronnait à l'époque l'ex-patron du Fonds Monétaire International. Avant de déchanter : criblé de dettes, son associé se suicide. La société LSK est déclarée en faillite. Elle était construite sur du sable. Dominique Strauss-Kahn intégrera également le conseil de surveillance de plusieurs banques, notamment la banque Crédit Dniepr, du milliardaire ukrainien Viktor Pintchoukse. Aujourd'hui, il poursuit ses lucratives activités de conseil, notamment auprès de banques et fonds d'investissement russes.

Rentabiliser leur carnet d'adresses

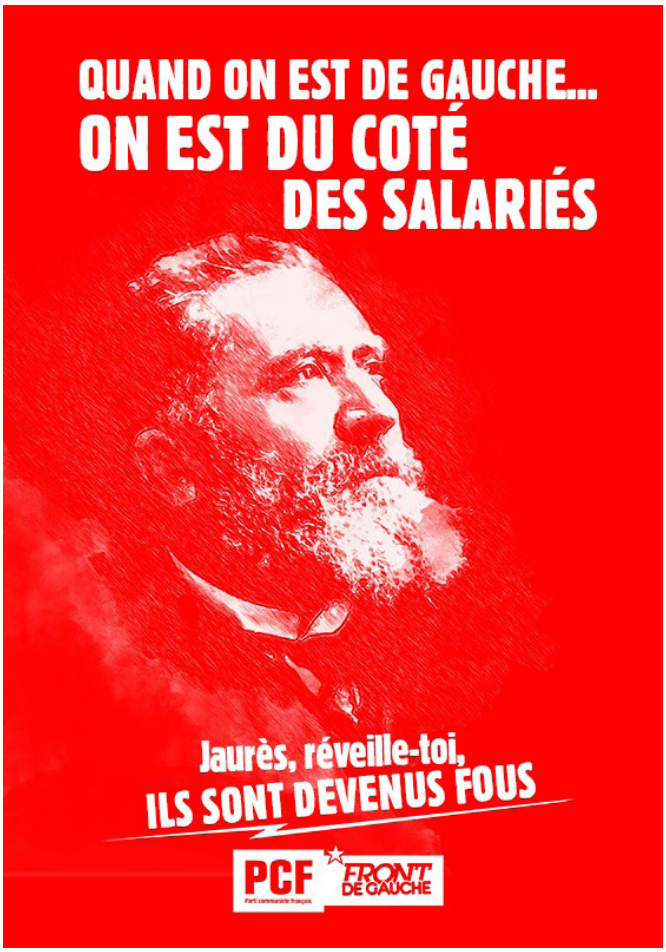
Plus modestement, feu Karel Van Miert, qui fut président des socialistes flamands et commissaire européen, a également bien rentabilisé son carnet d'adresses. Après sa carrière politique, il a siégé dans les conseils d'administration de nombreuses entreprises. Il a également travaillé pour Goldman Sachs et Rabobank. Quant à feu Jean-Luc Dehaene, figure historique du Mouvement ouvrier chrétien, après sa carrière politique, il s'est enrichi en devenant l'administrateur-sandwich d'innombrables banques et entreprises privées.

Rien d'illégal, mais...

Il n'y a rien d'illégal dans les activités très lucratives des ex-stars de la social-démocratie européenne. Rien de comparable avec les affaires pourries de Bettino Craxi, pape du socialisme italien dans les années 1980, condamné à vingt-sept ans de prison pour corruption. Ou la fraude de Jérôme Cahuzac, l'ex-ministre socialiste français du Budget qui détenait des centaines de milliers d'euros sur le compte d'une succursale d'une banque suisse à Singapour. Rien de comparable, mais il n'empêche, comment ne pas s'étonner que de nombreux dirigeants de gauche, lorsqu'ils ne sont plus ministres, n'aient qu'une préoccupation : faire fructifier leurs petites affaires en pantouflant dans les conseils d'administration des banques et des multinationales ou en jouant les consultants chic et choc au service des puissants de ce monde. Comment ne pas s'étonner qu'aucun d'entre eux ne songe à mettre ses compétences au service du monde associatif, de collectifs de chômeurs, voire du mouvement altermondialiste ? L'idée n'effleure même pas ces sociaux-démocrates reconvertis en capitalistes rouges, tout en continuant à distribuer des leçons de morale à la terre entière.

L'enrichissement, la nouvelle boussole

Pas de misérabilisme : un mandataire politique de gauche ne doit pas gagner le salaire minimum pour défendre efficacement son électorat populaire. Il existe cependant un problème lorsque l'enrichissement personnel paraît être la principale boussole de certains «camarades», comme c'est le cas de



l'ex-bourgmestre socialiste d'Ans et ex-dirigeant d'intercommunale, Stéphane Moreau.

A force de s'attabler dans les mêmes restaurants étoilés que les grands bourgeois, de fréquenter les mêmes endroits branchés que les bobos friqués, de faire appel aux mêmes agences de pub que les élites de droite, d'évoluer dans le même monde doré que les tops managers aux salaires surréalistes, une certaine aristocratie social-démocrate européenne s'est coupée du réel. Elle a vécu dans sa tour d'ivoire. Plus encore en temps de crise, son comportement s'apparente à un pied-de-nez adressé aux classes populaires qu'elle prétend défendre.

Ils ont dopé les inégalités !

La social-démocratie du fric (Blair, Schröder, Strauss-Kahn...), a perdu ses repères. Durant les deux dernières décennies, elle n'a cessé d'envoyer des messages calamiteux à ses cadres intermédiaires et autres Moreau boy's : «Camarades, enrichissez-vous !». Stéphane Moreau et ses amis étaient complètement décomplexés par rapport à l'argent, les (très) hautes rémunérations, les montages fiscaux... Sans gêne, ces curieux «socialistes» ont dopé les inégalités. Au sommet de sa gloire, fin 2016, Moreau accordait généreusement à ses salariés une prime de Noël de... 35 euros, mais se réservait un bonus de plusieurs centaines de milliers d'euros.

Le capitalisme financier, c'est cool

Il est simpliste de hurler au populisme lorsque le peuple se rebelle contre l'arrogance de certaines élites. Certes, les gestionnaires de gauche ont droit à une rémunération correcte. Est-il pour autant excessif d'attendre d'un parti de gauche qu'il soit exemplaire face aux tentations de l'argent facile ?

Agir de la sorte, ce n'est pas brandir l'étendard d'une pureté dangereuse. C'est tout simplement renouer avec le message de Jean Jaurès : le socialisme est une morale. Sans morale, comment espérer que les élus de gauche trouvent la force, et plus encore l'envie, de mener une autre politique ? Une politique plus sociale, moins soumise aux diktats d'un capitalisme financier qu'ils prétendent combattre mais dans lequel, finalement, ils vivent bien, en parfaite quiétude.

Carte blanche de Claude Demelenne, essayiste, auteur de plusieurs ouvrages sur la gauche

Extrait du Vif.be

Nous avons la grande tristesse de vous faire connaître le décès de notre ami et camarade Guy ITTELET, ancien journaliste au Drapeau Rouge.

La rédaction présente ses plus sincères condoléances à ses deux filles.